

Jour de séance 24

le mardi 11 mai 2021

13 h

Prière.

L'hon. M^{me} Dunn dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *Rapport sur la mise en oeuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*.

L'hon. M. Savoie, du Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires, présente le premier rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 mai 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent des prévisions et de la politique budgétaires demande à présenter son premier rapport.

Le comité se réunit à la Chambre de l'Assemblée législative les 6, 7, 8, 9, 13, 14, 15, 16, 21, 22, 23, 27, 28 et 29 avril 2021 pour étudier les prévisions budgétaires dont il a été saisi sur résolution de la Chambre adoptée le 26 mars 2021.

Le comité fait rapport qu'il a étudié les questions dont il a été saisi et a adopté les crédits, lesquels sont énumérés dans le rapport ci-joint. Le comité recommande que la Chambre adopte les crédits qu'il a votés.

Le président du comité,
(signature)
Glen Savoie, député

Voici les crédits adoptés par le comité.

BUDGET PRINCIPAL, 2021-2022

COMPTE ORDINAIRE	Votés (\$)
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	45 455 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	45 408 000

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Services généraux et autres services d'enseignement	72 635 000
Districts scolaires	1 192 270 000
Développement de la petite enfance.....	115 937 000
Pandémie de COVID-19	30 100 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	1 410 895 000

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

Services généraux et financement communautaire	2 176 000
Politiques et participation des Premières Nations et du public ..	1 216 000
Gouvernements locaux.....	137 042 000
Commission d'appel en matière d'évaluation et d'urbanisme ..	316 000
Autorisations et conformité.....	6 857 000
Science et protection de l'environnement	4 590 000
Secrétariat des changements climatiques	1 579 000
Moins : crédits législatifs	94 000
Votés	153 682 000

BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF

Bureau du greffier, chef des opérations et chef de la fonction publique et secrétariat du Conseil exécutif	3 363 000
Communications gouvernementales	6 181 000
Cabinet du lieutenant-gouverneur	453 000
Direction de l'égalité des femmes.....	3 219 000
Votés	13 216 000

MINISTÈRE DES FINANCES ET DU CONSEIL DU TRÉSOR

Budget et gestion financière.....	846 000
Services généraux	5 488 000
Gestion de la trésorerie et politique fiscale	2 677 000
Bureau du dirigeant principal des ressources humaines.....	4 840 000
Bureau du chef du service de l'information	7 233 000
Bureau du contrôleur.....	3 055 000
Administration du revenu.....	5 431 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	29 523 000

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

Affaires autochtones	5 440 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	5 393 000

Initiatives en matière de climat et de développement économique avec les Premières Nations.....	9 000 000
Commissions versées aux percepteurs de la taxe sur le pari mutuel	455 000
Planification des ressources organisationnelles (PRO)	21 699 000

Programme d'égalité d'accès à l'emploi.....	688 000
Affaires intergouvernementales	8 513 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	8 466 000
Régimes de retraite prévus par la loi, accumulation de prestations, subventions et allocations supplémentaires	124 227 000
Moins : crédits législatifs	177 000
Votés	124 050 000
Programme de distribution de gaz naturel.....	12 000 000
Régimes de retraite et d'avantages sociaux.....	339 268 000
Moins : crédits législatifs	2 000
Votés	339 266 000
Provision pour pertes	14 200 000
Accords de partage des recettes avec les Premières Nations.....	50 500 000
Services Nouveau-Brunswick	181 575 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	181 528 000
Provision pour fonds supplémentaires	162 624 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Services ministériels et autres services de santé	190 633 000
Assurance-maladie	714 053 000
Régimes d'assurance-médicaments.....	233 403 000
Services de santé de la partie III	1 868 068 000
Pandémie de COVID-19	64 781 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	3 070 891 000
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE	
Division de la sécurité technique et des services ministériels	15 274 000
Division de la sécurité communautaire	173 668 000
Cabinet du procureur général	21 154 000
Division des services à la justice.....	25 754 000
Aide juridique	10 354 000
Division de la sécurité et des urgences.....	41 799 000
Pandémie de COVID-19	22 091 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	310 047 000
ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	
Indemnités des députés, comités et activités	9 137 000
Moins : crédits législatifs	4 272 000
Votés	4 865 000

Bureau de l'Assemblée législative	3 799 000
Bureau du vérificateur général	3 377 000
Bureaux des chefs et des membres des partis politiques	
enregistrés	2 234 000
Moins : crédits législatifs	95 000
Votés	2 139 000
Élections Nouveau-Brunswick	9 330 000
Bureau de l'ombud	1 712 000
Bureau du défenseur des enfants, des jeunes et des aînés	1 307 000
Bureau du commissaire aux langues officielles	729 000
Bureau du défenseur du consommateur en matière d'assurances	500 000
Bureau du commissaire à l'intégrité	369 000
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	
Administration	8 161 000
Ressources naturelles	84 424 000
Énergie et mines	5 636 000
Aménagement des terres	3 038 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	101 237 000
CABINET DU PREMIER MINISTRE	
Administration	1 507 000
Moins : crédits législatifs	67 000
Votés	1 440 000
OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK	
Administration et Services de développement des entreprises	14 384 000
Aide financière	25 000 000
Croissance démographique	8 628 000
Pandémie de COVID-19	5 000 000
Votés	53 012 000
AUTRES ORGANISMES	
Entités consolidées	364 530 000
Moins : crédits législatifs	364 530 000
Votés	0
Conseil des premiers ministres de l'Atlantique	642 000
Société de l'inclusion économique et sociale	2 825 000
Commission du travail et de l'emploi	653 000
Commission de police du Nouveau-Brunswick	672 000
Conseil des femmes du Nouveau-Brunswick	467 000
Conseil du premier ministre pour les personnes handicapées ...	302 000

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION
ET DU TRAVAIL**

Travail et services stratégiques	11 626 000
Affaires postsecondaires	464 094 000
TravailNB	171 253 000
Services des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick	15 560 000
Apprentissage et Certification professionnelle.....	6 067 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	668 553 000

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Projets et activités de développement	65 153 000
---	------------

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

Service de la dette publique	655 000 000
Moins : crédits législatifs	649 100 000
Votés	5 900 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Services généraux et autres	10 259 000
Aînés et soins de longue durée.....	794 022 000
Services de bien-être à l'enfance et à la jeunesse.....	143 432 000
Sécurité du revenu.....	239 054 000
Services d'habitation.....	114 059 000
Autres prestations.....	53 183 000
Pandémie de COVID-19	12 600 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	1 366 562 000

MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE

Administration	2 934 000
Parcs et attractions	13 052 000
Culture, patrimoine et sport.....	27 053 000
Tourisme	11 531 000
Pandémie de COVID-19	7 265 000
Moins : crédits législatifs	47 000
Votés	61 788 000

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Administration	14 937 000
Politiques et affaires législatives	1 214 000
Entretien.....	77 346 000
Entretien pendant l'hiver.....	69 483 000
Construction des ponts et des routes	3 128 000
Groupe des bâtiments.....	137 072 000
Société de voirie du Nouveau-Brunswick.....	24 220 000
Pandémie de COVID-19	2 800 000
Moins : crédits législatifs	23 728 000
Votés	306 472 000

 COMPTE DE CAPITAL

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES	
Biens d'équipement.....	140 000
Infrastructure stratégique	200 000
Votés	340 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE	
Écoles publiques – Biens d'équipement.....	500 000
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS LOCAUX	
Districts de services locaux	1 000 000
MINISTÈRE DE LA SANTÉ	
Hôpitaux publics – Biens d'équipement	25 850 000
MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE	
Remise en état de mines	250 000
Bassin hydrographique Musquash – Améliorations des biens immobiliers.....	3 100 000
Infrastructure du Sentier NB Trail	750 000
Votés	4 100 000
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL	
Programme d'entretien reporté	2 286 000
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	
Canada – Nouveau-Brunswick Entente bilatérale intégrée	15 000 000
Initiative en matière d'infrastructure stratégique	26 250 000
Votés	41 250 000
MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL	
Services des foyers de soins – Amélioration des biens immobiliers	9 000 000
Services des foyers de soins – Entretien	3 000 000
Votés	12 000 000
MINISTÈRE DU TOURISME, DU PATRIMOINE ET DE LA CULTURE	
Amélioration des installations.....	6 425 000
Infrastructure stratégique	4 275 000
Votés	10 700 000
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE	
Ponts.....	46 820 000
Routes	180 240 000
Programme d'amélioration des routes provinciales désignées dans les municipalités.....	10 000 000

Programme fédéral-provincial à frais partagés	70 670 000
Agence de gestion des véhicules	18 000 000
Travaux publics et infrastructure	249 658 000
Moins : crédits législatifs	63 387 000
Votés	512 001 000

PRÊTS ET AVANCES

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AQUACULTURE ET DES PÊCHES

Commission de l'assurance agricole du Nouveau-Brunswick	1 600 000
Programmes de prêts	9 500 000
Votés	11 100 000

OPPORTUNITÉS NOUVEAU-BRUNSWICK

Aide financière à l'industrie.....	50 000 000
------------------------------------	------------

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION ET DU TRAVAIL

Avances de prêts aux étudiants	69 900 000
--------------------------------------	------------

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de développement	5 000 000
Aide financière provenant du programme de prêts du Fonds de roulement d'urgence pour les petites entreprises	8 000 000
Votés	13 000 000

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Habitation.....	3 224 000
-----------------	-----------

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE, 2019-2020, VOLUME 1

COMPTE ORDINAIRE

Votés (\$)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Districts scolaires	1 807 089,72
---------------------------	--------------

BUREAU DU CONSEIL EXÉCUTIF

Affaires intergouvernementales	58 199,01
--------------------------------------	-----------

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Régimes d'assurance-médicaments.....	14 726 829,86
Assurance-maladie	10 552 984,68
Services de santé de la partie III	17 823 754,98
Votés	43 103 569,52

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION
ET DU TRAVAIL**

Développement de l'emploi	42 308 038,35
Bibliothèques publiques du N.-B.	447 917,14
Affaires postsecondaires	14 197 675,45
Votés	56 953 630,94

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Division de la sécurité communautaire	501 658,72
---	------------

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Services de bien-être à l'enfance et de soutien aux personnes ayant un handicap.....	23 144 307,52
---	---------------

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Entretien pendant l'hiver.....	7 610 949,97
--------------------------------	--------------

COMPTE DE CAPITAL
**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES GOUVERNEMENTS
LOCAUX**

Districts de services locaux	300 106,63
------------------------------------	------------

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Hôpitaux publics – Biens d'équipement	117 352,76
---	------------

PRÊTS ET AVANCES
**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE, DE LA FORMATION
ET DU TRAVAIL**

Avances de prêts aux étudiants	29 616,12
--------------------------------------	-----------

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.2 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

M. Turner, du Comité permanent de la politique économique, présente le huitième rapport du comité pour la session, dont voici le texte :

le 11 mai 2021

Assemblée législative du Nouveau-Brunswick

Monsieur le président,

Le Comité permanent de la politique économique demande à présenter son huitième rapport.

Le comité se réunit le 5 mai et étudie le projet de loi 38, *Loi modifiant la Loi sur Services Nouveau-Brunswick*, qu'il approuve sans amendement.

Le comité étudie aussi le projet de loi 40, *Loi modifiant la Loi constituant Opportunités Nouveau-Brunswick*, et accomplit une partie du travail à son sujet.

Le comité demande à présenter un autre rapport.

Le président du comité,
(signature)
Greg Turner, député

Le président de la Chambre, conformément à l'article 78.1 du Règlement, met aux voix la motion d'adoption du rapport, dont la Chambre est réputée être saisie ; la motion est adoptée.

Sont déposés et lus une première fois les projets de loi suivants :

par l'hon. M. Steeves :

- 47, *Loi sur les emprunts de 2021* ;
- 48, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick* ;

par l'hon. M. Flemming, c.r. :

- 49 *Loi modifiant la Loi sur la prescription* ;
- 50, *Loi modifiant la Loi sur la réglementation des jeux* ;
- 51, *Loi concernant les systèmes de saisie d'images* ;
- 52, *Loi modifiant la Loi sur la procédure applicable aux infractions provinciales* ;
- 53, *Loi concernant la Loi sur la police* ;
- 54, *Loi concernant l'application de l'arrêté relatif à la COVID-19 pris en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence* ;

par l'hon. M^{me} Shephard :

- 55, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac et de cigarettes électroniques* ;
- 56, *Loi modifiant la Loi sur le consentement des mineurs aux traitements médicaux* ;

par l'hon. M^{me} Dunn :

- 57, *Loi modifiant la Loi sur la responsabilisation et la présentation de rapports en matière de réglementation* ;

par l'hon. M^{me} Johnson :

- 58, *Loi sur les abeilles* ;

par l'hon. M. Steeves :

59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits* ;

60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits*.

Le président de la Chambre annonce que, conformément au paragraphe 42.3(1) du Règlement, il est ordonné que les projets de loi 59 et 60 soient lus une deuxième et une troisième fois sur-le-champ.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits*, la motion portant deuxième lecture est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 25

l'hon. M. Holder	l'hon. M. Holland	M. Cullins
l'hon. M. Savoie	l'hon. M ^{me} Dunn	M ^{me} Anderson-Mason
l'hon. M. Higgs	l'hon. M. Cardy	M. Hogan
l'hon. M. Steeves	l'hon. M ^{me} Scott-Wallace	M. Stewart
l'hon. M ^{me} Shephard	l'hon. M. Allain	M. Ames
l'hon. M. Flemming	l'hon. M ^{me} Johnson	M. Carr
l'hon. M. Fitch	M. Wetmore	M. Turner
l'hon. M ^{me} M. Wilson	M ^{me} S. Wilson	
l'hon. M. Crossman	M ^{me} Bockus	

CONTRE : 22

M. Arseneault	M. LeBlanc	M. Legacy
M ^{me} Thériault	M. K. Chiasson	M. Guitard
M. Melanson	M. C. Chiasson	M. Gauvin
M. McKee	M. Bourque	M. Mallet
M ^{me} Landry	M. LePage	M. Landry
M ^{me} Harris	M. D'Amours	M. Arseneau
M. Coon	M ^{me} Mitton	
M. Austin	M ^{me} Conroy	

Le projet de loi 59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits*, est en conséquence lu une deuxième fois.

Est lu une deuxième fois le projet de loi suivant :

60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits*.

Sont lus une troisième fois les projets de loi suivants :

- 59, *Loi de 2021-2022 portant affectation de crédits* ;
60, *Loi supplémentaire de 2019-2020 (1) portant affectation de crédits*.

Il est ordonné que ces projets de loi soient adoptés.

Est déposé et lu une première fois le projet de loi suivant :

par M. D'Amours :

61, *Loi modifiant la Loi sur les dons de tissus humains*.

M. Coon donne avis de motion 64 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^{me} Mitton, il proposera ce qui suit :

attendu qu'aucun travailleur ne devrait craindre de perdre son emploi s'il tombe malade ou doit s'occuper d'un membre de sa famille ;

attendu que la pandémie a montré clairement que les travailleurs touchant le salaire minimum faisaient un travail essentiel dans nos collectivités et ne recevaient pas un salaire équitable en contrepartie ;

attendu que les travailleurs qui font des heures supplémentaires au Nouveau-Brunswick doivent seulement être rémunérés pour ces heures supplémentaires au taux d'une fois et demie le salaire minimum, et non d'une fois et demie leur salaire ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à donner à tous les travailleurs accès à 5 jours de congé de maladie payé et à 10 jours additionnels de congé en cas d'urgence, s'il y a lieu, en raison d'une pandémie ou d'autres situations d'urgence,

que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à s'engager à porter le salaire minimum à 13 \$ l'heure d'ici au 1^{er} avril 2022 et à 15 \$ l'heure d'ici au 1^{er} avril 2023

et que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à veiller à ce que les travailleurs soient rémunérés au taux d'une fois et demie leur salaire pour les heures supplémentaires.

M. Austin donne avis de motion 65 portant que, le jeudi 20 mai 2021, appuyé par M^{me} Conroy, il proposera ce qui suit :

attendu que l'industrie forestière néo-brunswickoise utilise chaque année plus de 5 millions de mètres cubes de bois des terres de la Couronne du Nouveau-Brunswick ;

attendu que les contribuables du Nouveau-Brunswick paient la gestion de ces terres au titre de postes budgétaires qui comprennent 19 millions de dollars pour la sylviculture sur les terres de la Couronne et 20 millions de dollars additionnels en droits d'aménagement forestier versés à des sociétés privées ;

attendu que, selon *Madison's Lumber Report*, le prix des produits forestiers finis a augmenté en 2021 pour passer de 450 à plus de 1 600 dollars américains les 1 000 pmp de bois d'épinette de l'Est ou de sapin ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick a modifié les règlements afin de limiter l'utilisation de bois non marqué pour des projets de construction dans la province, du bois utilisé avec succès pendant des siècles dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick pour construire des bâtiments qui existent toujours ;

attendu que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pris qu'une mesure temporaire comme solution provisoire à une situation onéreuse qui prend de l'ampleur ;

attendu que le prix du bois raboté à tous les entrepôts de bois d'oeuvre dans la province a en conséquence presque quadruplé par rapport aux anciens prix de matériaux utilisés dans notre industrie de la construction, ce qui nuit actuellement à la construction de biens commerciaux ou résidentiels ainsi qu'aux investissements connexes ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement à constituer immédiatement un groupe de travail chargé de faire un remue-méninges d'idées et de solutions au cours des 60 prochains jours afin de remédier à la situation actuelle.

Sur autorisation de la Chambre, le premier ministre, appuyé par M. Melanson, propose ce qui suit :

qu'une humble adresse soit présentée à Sa Très Gracieuse Majesté la reine pour exprimer nos plus profondes condoléances à Sa Majesté à l'occasion du décès de Son Altesse Royale le prince Philip, duc d'Édimbourg, adresse conçue en ces termes :

À Sa Très Excellente Majesté la reine,
Très Gracieuse Souveraine,

Nous, serviteurs très loyaux et dévoués de Votre Majesté, parlementaires à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, qui tient séance, prions respectueusement Votre Majesté de croire à toute la sympathie des parlementaires et de la population du Nouveau-Brunswick à la suite du décès de S.A.R. le prince Philip, duc d'Édimbourg, et offrons à Votre Majesté et à tous les membres de la famille royale nos sincères condoléances.

Nous nous souvenons avec affection de Son Altesse Royale et des nombreuses visites qu'il a effectuées dans notre province par lui-même ou avec Votre Majesté, ainsi que des efforts particuliers qu'il a déployés pour rencontrer des gens du Nouveau-Brunswick issus de tous les milieux qui s'efforcent de fournir un apport précieux à leur collectivité.

Tous sont profondément attristés par le décès de Son Altesse Royale, dont l'héritage se perpétuera grâce aux milliers de jeunes qui, chaque année, se mettent au défi d'obtenir le Prix du duc d'Édimbourg. Nous rendons hommage à son service distingué en temps de guerre, à son amour et à son appui indéfectible envers Votre Majesté, à la loyauté dont il a fait preuve envers toute la population canadienne et à sa vie consacrée au service de celle-ci. (Motion 66.)

La motion, mise aux voix, est adoptée.

L'hon. M. Savoie, leader parlementaire du gouvernement, donne avis que, le mercredi 12 mai 2021, la deuxième lecture des projets de loi 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57 et 58 sera appelée.

L'hon. M. Savoie annonce que l'intention du gouvernement est que, aujourd'hui, la Chambre étudie la motion 60, après quoi la deuxième lecture des projets de loi 32, 34, 35, 36, 37 et 44 sera appelée.

Le débat reprend sur l'amendement de la motion 60, proposé le jeudi 25 mars 2021 par M^{me} Mitton, appuyée par M. Coon.

Le débat se termine. L'amendement, mis aux voix, est rejeté par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 20

M. Arseneault	M. LeBlanc	M. Legacy
M ^{me} Thériault	M. K. Chiasson	M. Guitard
M. Melanson	M. C. Chiasson	M. Gauvin
M. McKee	M. Bourque	M. Mallet
M ^{me} Landry	M. LePage	M. Landry
M ^{me} Harris	M. D'Amours	M. Arseneau
M. Coon	M ^{me} Mitton	

CONTRE : 26

l'hon. M. Holder	l'hon. M. Holland	M. Cullins
l'hon. M. Savoie	l'hon. M ^{me} Dunn	M ^{me} Anderson-Mason
l'hon. M. Higgs	l'hon. M. Cardy	M. Hogan
l'hon. M. Steeves	l'hon. M ^{me} Scott-Wallace	M. Ames
l'hon. M ^{me} Shephard	l'hon. M. Allain	M. Carr
l'hon. M. Flemming	l'hon. M ^{me} Johnson	M. Turner
l'hon. M. Fitch	M. Wetmore	M. Austin
l'hon. M ^{me} M. Wilson	M ^{me} S. Wilson	M ^{me} Conroy
l'hon. M. Crossman	M ^{me} Bockus	

Le débat reprend sur la motion 60.

Le débat se termine. Après dispense, sur autorisation, des 10 minutes de sonnerie d'appel, la motion 60, mise aux voix, est adoptée par le vote par appel nominal suivant :

POUR : 39

l'hon. M. Holder	M ^{me} Bockus	M. K. Chiasson
l'hon. M. Higgs	M. Cullins	M. C. Chiasson
l'hon. M. Steeves	M ^{me} Anderson-Mason	M. Bourque
l'hon. M ^{me} Shephard	M. Ames	M. LePage
l'hon. M. Fitch	M. Carr	M. D'Amours
l'hon. M. Crossman	M. Arseneault	M ^{me} Mitton
l'hon. M. Holland	M ^{me} Thériault	M ^{me} Conroy
l'hon. M ^{me} Dunn	M. Melanson	M. Legacy
l'hon. M ^{me} Scott-Wallace	M. McKee	M. Guitard
l'hon. M. Allain	M ^{me} Landry	M. Gauvin
l'hon. M ^{me} Johnson	M ^{me} Harris	M. Mallet
M. Wetmore	M. Coon	M. Landry
M ^{me} S. Wilson	M. LeBlanc	M. Arseneau

CONTRE : 7

l'hon. M. Savoie	l'hon. M. Cardy	M. Austin
l'hon. M. Flemming	M. Hogan	
l'hon. M ^{me} M. Wilson	M. Turner	

Le débat ajourné reprend sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, qui, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 32, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*, il s'élève un débat.

Le débat se termine. La motion portant que le projet de loi 34 soit maintenant lu une deuxième fois, mise aux voix, est adoptée.

Le projet de loi 34, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*, est en conséquence lu une deuxième fois, et il est ordonné qu'il soit renvoyé au Comité permanent de la politique économique, comité que désigne le leader parlementaire du gouvernement.

À l'appel de la deuxième lecture du projet de loi 35, *Loi concernant l'autonomie accrue du système scolaire*, il s'élève un débat.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre interrompt les délibérations et annonce qu'il est l'heure de lever la séance.

La séance est levée à 18 h.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

réponse à la pétition 6	(31 mars 2021) ;
rapport du ministère du Développement social fondé sur les recommandations du rapport de la vérificatrice générale sur les foyers de groupes et placements spécialisés (décembre 2019)	(1 ^{er} avril 2021) ;

rapport annuel du ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance pour 2019-2020	(12 avril 2021) ;
rapport annuel de la Société des loteries et des jeux du Nouveau-Brunswick pour 2018-2019	(16 avril 2021) ;
renseignements concernant la modification des droits relatifs aux loyers des terres de la Couronne prévus au <i>Règlement sur l'administration des terres de la Couronne – Loi sur les terres et forêts de la Couronne (Loi sur les droits à percevoir)</i>	(16 avril 2021) ;
plan d'activités de la vérificatrice générale du Nouveau-Brunswick pour 2021-2022	(23 avril 2021) ;
rapport annuel de la Société de Kings Landing pour 2019-2020	(5 mai 2021).